

# *L'École, pilier fondamental de notre République est attaquée avec une grande violence.*

La raison majeure de cet acharnement à détruire cette institution est facile à cerner. Les dépenses annuelles d'éducation sont très importantes. Cela aiguise les appétits de certaines multinationales. L'éducation est l'un des marchés à la croissance la plus rapide. Le sujet est hautement sensible et il convient d'avancer prudemment.

## *Le Discours sur la méthode.*

- *Le plus éloquent est celui de Christian Morrison* « *La faisabilité politique de l'ajustement* ». «...*Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution très importante des dépenses de fonctionnement ne comporte pas de risques politiques. Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de services qu'il faut à ce que la qualité baisse. ...* ».
- *Un autre rapport de l'OCDE* « *Les pouvoirs publics n'auront plus qu'à assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer à progresser...* ».
- *Un autre rapport de l'OCDE* « *L'apprentissage à vie ne saurait se fonder sur la présence permanente d'enseignants, mais doit être assurée par des prestataires de services éducatifs...* ».

*L'outil imparable de la dette* est toujours mis en avant pour expliquer que l'état ne peut plus assumer ses fonctions essentielles et qu'il faut peu à peu les transférer à d'autres opérateurs. En 2002 la dette publique représentait 57% du PIB, aujourd'hui elle est à plus de 80% du PIB. Le déficit ne provient pas d'un excès de dépenses mais d'une politique délibérée de baisse des recettes: les niches fiscales, la loi TEPA, l'existence de paradis fiscaux. Les dépenses de l'état sont restées stationnaires depuis 30ans, en revanche les recettes ont baissé de 10 points de PIB durant cette période

*L'école, un des bastions de la République, est en train d'être attaquée de façon très sournoise mais terriblement efficace.* L'école que nous connaissons et que nous défendons tous, garantit l'égal accès aux savoirs fondamentaux pour tous les enfants en âge d'être scolarisés. L'existence de programmes nationaux définissant les contenus et les horaires affectés à chaque discipline, permet de garantir l'égal accès à l'instruction en tout point du territoire national. C'est l'école de la République avec ses valeurs d'égalité et de laïcité.

*A l'inverse, l'école néolibérale s'installe sournoisement dans notre quotidien.* Les différents projets calqués sur le fonctionnement des entreprises, installent compétition et concurrence. L'autonomie des établissements, la suppression de la carte scolaire, le chèque éducation, le remplacement des examens et concours par une carte d'accréditation des compétences, transforment l'école. Le profil des professeurs nouvelle formule se dessine devant nous. Ils seront polyvalents, interchangeables, soumis à l'autorité du chef d'établissement et des hiérarchies intermédiaires. Ils seront flexibles et précaires, rassemblés dans des agences d'intérim spécialisées.

*L'école doit être porteuse de valeurs humanistes, républicaines et laïques qui installent le lien social. Elle doit être référencée à une dimension symbolique qui soit l'horizon commun à tous. A la place, on nous impose une école à trois vitesses.*

- *De vraies écoles privées très très chères* qui continueront à dispenser des savoirs de qualité pour une caste d'hyper riches.
- *L'école néolibérale pour tous* qui offrira des savoirs fragmentés par le biais d'opérateurs du marché de l'éducation.
- *L'école publique* destinée à fournir quelques rudiments aux plus démunis et aux plus pauvres. Le socle commun des compétences permet d'avoir les clefs nécessaires pour un monde marchandisé.